

# Agroécologie et climat

## Université du bien commun. 23 novembre

Mardi 1er octobre 2019

<http://www.adequations.org/spip.php?article2552>

L'Université du bien commun, dont Adéquations est partenaire, a repris son cycle de rencontres-débats. Le 23 novembre : "Autosuffisance alimentaire, les défis de l'agriculture et de l'agro-écologie urbaine et rurale au devant des risques climatiques". Le 7 décembre : "La lutte contre la biopiraterie : outils à disposition et bonnes pratiques" ?

Sommaire de cet article

- [Samedi 23 novembre](#)
- [Samedi 7 décembre](#)
- [Session précédente : samedi 12 octobre 2019](#)
- [Programme](#)

### Samedi 23 novembre

**Autosuffisance alimentaire : les défis de l'agriculture et de l'agro-écologie urbaine et rurale au devant des risques climatiques**

*Session proposée et animée par Yovan Gilles et Les périphériques vous parlent*

Selon le GIEC (septembre 2019), près de 50 % des zones humides côtières ont été perdues au cours des 100 dernières années avec la montée des océans. L'élévation du niveau des eaux saumâtres sur la planète, corrélé au réchauffement climatique entraînant la perte de surfaces cultivables, cumulé à la démographie et à l'artificialisation progressive des terres, menace aujourd'hui l'agriculture et, en conséquence, l'autosuffisance et la sécurité alimentaire des villes et des territoires. Un défi de taille s'impose à l'agriculture : la généralisation de pratiques culturales et d'élevage en symbiose avec le vivant, la biodiversité, les écosystèmes locaux, les forêts (redéploiement de l'agroforesterie) et la reconquête de surfaces arables dans les grandes agglomérations urbaines.

Par ailleurs, et outre de rares exceptions, aucune ville ou territoire urbain dans le monde n'est capable de produire son alimentation et de garantir son autosuffisance alimentaire ; ces dernières décennies la mondialisation a d'ailleurs accru leur dépendance aux circuits longs de production et de distribution. Ainsi une reconnexion ré-équilibrante de l'agriculture locale et des maraichages urbains aux territoires communaux et intercommunaux de distribution et de vente dans le cadre de circuits courts coopératifs et en communs, apparaît autant souhaitable que nécessaire ; cela dans la perspective d'une alimentation elle-même plus saine, moins carbonée et qui soit une réponse à la crise climatique.

Avancer aujourd'hui la notion de commun par rapport au lien entre agriculture et autosuffisance alimentaire est certes indispensable, mais en tenant compte de certaines limites et réalités. En effet, « considérer la terre comme un bien commun relève encore de l'utopie et suppose d'aborder la

grande et grave question de l'enclosure du foncier agricole, donc des droits de propriété et d'usage (...). Si l'on admet, non seulement comme hypothèse mais comme réalité, que l'alimentation relève de l'intérêt général dans sa définition et dans sa réalisation, on ne peut qu'envisager à terme une approche beaucoup plus « en communs » de la gouvernance étroitement liée de l'agriculture et de l'alimentation » écrit Pierre Thomé dans son article : [Vers une nouvelle révolution agricole ?](#)

## **Programme**

14h30 Ouverture et Accueil

15h précises Université du Bien Commun. Ouverture aux préoccupations du public.

1ère partie

15h15/15h45 Intervention de Pierre Thomé en deux parties (chercheur indépendant en matière d'agriculture et d'alimentation et dans l'exploration d'idées en relation avec des pratiques : utopies, biens communs...).

1) L'ONU relie autosuffisance\* et sécurité alimentaires avec comme définition : “la satisfaction de tous les besoins alimentaires d'un pays par la production nationale” (FAO “Eau et agriculture, produire avec moins d'eau”, Rome, 2002). Cette définition fait référence à des pays nationaux, mais est-il possible de l'utiliser pour des territoires de moindre importance, par exemple une région, une commune... afin de réduire les importations de denrées alimentaires et donc les transports, de favoriser le rapprochement producteurs-consommateurs, de rechercher une alimentation respectueuse de l'environnement ?

2) Pour l'alimentation équilibrée d'une personne, quelle serait aujourd'hui la surface en terre cultivable nécessaire pour une production alimentaire bio en pleine terre pendant un an, à raison d'une moyenne d'une consommation d'un kilo par jour de nourriture ? Présentation d'une grille d'estimation des produits alimentaires d'origine végétale et animale et estimation moyenne de la surface agricole indispensable pour l'alimentation de la population de Paris intra muros.

15h45 - 16h15 Intervention de Stéphane Linou (Ancien conseiller général de l'Aude, conseiller en développement local, pionnier du mouvement « Locavore » en France)

Résilience alimentaire et sécurité nationale. La déterritorialisation des lieux de production et de consommation expose les agglomérations urbaines à des pénuries alimentaires potentielles, qui mettraient leur sécurité alimentaire immédiatement en péril dès lors que seraient immobilisés par des circonstances diverses leurs flux d'approvisionnement. Comment mettre en place des stratégies de résilience locavore en rééquilibrant et en renforçant notre alimentation en faveur des circuits courts, contre l'appauvrissement des sols et la perte de contrôle sur notre nourriture ? D'autant plus, quand l'on sait que l'autonomie alimentaire des agglomérations urbaines n'est que de quelques jours seulement et qu'une ville comme Toulouse, par exemple, ne produit que 2% de ses ressources alimentaires ? Propositions (de loi), initiatives et perspectives.

16h15 - 16h40 Réactions, commentaires et questions du public.

Pause

2ème partie 17h - 18h Réponses et compléments avec Pierre Thomé et Stéphane Linou.

18h - 18h 15 Conclusion et pertinence du lien entre biens communs, agriculture et autosuffisance alimentaire dans la perspective du défi climatique, par Yovan Gilles et les deux intervenants.

18h 30 Verre convivial

\*« L'autosuffisance alimentaire, quelle que soit la dimension du territoire envisagée, suppose : des terres cultivables, de l'eau, des semences, des agriculteurs, un climat ni trop sec ni trop froid, une organisation (en communs ?) et, de toute évidence, des choix politiques, ce qui ne semble pas toujours le cas quand, par exemple, polyculture vient s'opposer à monoculture. Comment les grandes métropoles, avec très peu de surfaces cultivables dans leurs limites territoriales, pourraient-elles envisager de tendre vers l'autosuffisance alimentaire, en intra muros et à leur périphérie, avec différents partenaires dans une démarche pourquoi pas de mise en communs ? » (Pierre Thomé)